

Les énergies renouvelables Outre-mer : laboratoire pour notre avenir

Déclaration du groupe des Entreprises

À un moment où la question des choix énergétiques fait débat et ce de manière âpre, il est intéressant et utile que le président de la section des activités économiques ait proposé ce sujet au Bureau et qui plus est, concerne nos territoires d'Outre-mer.

Le groupe des entreprises souscrit à plusieurs constats qui sont faits, dont plus particulièrement trois :

l'Outre-mer, c'est autant de territoires que de spécificités qui ont en commun d'importer la totalité des produits pétroliers, gaz et charbon, qu'ils consomment - l'exploration de voies nouvelles est donc légitime et nécessaire ;

du fait d'une évolution démographique très forte, cette consommation ira croissante et plus encore qu'en métropole, des efforts exemplaires d'efficacité énergétique sont à rechercher ;

ces territoires disposent d'atouts en matière d'énergies renouvelables - l'éolien, le photovoltaïque, l'hydroélectricité, la biomasse ou encore la géothermie... Il convient d'étudier, de développer et d'étendre ce *mix* énergétique surtout en y associant les populations.

Mais à l'instar des nombreux projets d'avis portés par le CESE, on peut regretter que l'aspect des financements n'ait pas été approfondi.

En effet, il y a nécessité à trouver un financement socialement acceptable d'énergies renouvelables qui devra permettre à l'acheteur, à un moment donné, de franchir le pas vers la nouvelle technologie. Il faut, par conséquent, poursuivre l'élément prix favorable avec un soutien de l'État ou des collectivités pour conforter le mouvement.

L'attention du CESE est appelée sur un point qui nous semble essentiel sur cet avis : il s'agit de la question de l'image de la France sur ce sujet des énergies renouvelables.

La France, à la faveur de sa zone maritime ultramarine qui est la deuxième au monde en termes de superficie, a tous les atouts en mains pour se positionner sur ce sujet d'avenir et ces technologies innovantes grâce à ces grandes entreprises « *major* » et les très nombreuses PMI hautement technologiques.

Malheureusement, on entend trop souvent parler des DOM-TOM comme une charge pour la France. Il serait bienvenu, à la faveur de cet avis porté par notre collègue et sur un champ hautement technologique, que le CESE, lors de la prochaine conférence de presse et les communications à venir, mette l'accent sur les ressources alternatives de ces territoires Outre-mer qui sont un laboratoire formidable pour toute la métropole. Ce faisant, notre assemblée affirmera que les Outre-mer sont une chance pour la métropole, une chance pour la France.

Le groupe des entreprises a voté pour l'avis.